

BUDGET 2016

Où est le budget pour la paix ?

Le budget national est présenté par mission, mais il n'y a aucune mission pour la paix. Les budgets des deux missions « défense » et « actions extérieures de l'État » pour 2016 expriment avant tout des logiques de domination ou « d'influence » qu'elles soient économiques, culturelles ou militaires.

Rédiger un article sur le budget 2016 de l'État avec l'optique d'un journal qui lutte pour une culture de la paix n'est pas chose aisée.

Le budget est présenté par mission. S'il existe une mission défense, il n'y a aucune mission pour la paix.

C'est d'ailleurs pourquoi les mouvements de paix réclament la création d'un ministère de la paix ou d'une mission interministérielle pour une culture de la paix qui rassemblerait de manière visible y compris au plan budgétaire l'action de l'État pour la construction de la paix hors la dimension militaire.

Les budgets des missions défense et actions extérieures de l'État pour 2016 expriment avant tout des politiques qui s'inscrivent dans des logiques de domination ou « d'influence » qu'elles soient économiques, culturelles ou militaires, même si certaines mesures sont positives ou ambivalentes. Pour la mission « action extérieure de l'État » on parle plutôt de politique d'influence de la France dans le monde et pour la défense les concepts de sécurité et de projection de troupes à l'étranger. Par contre il est difficile de trouver des informations sur le coût des bases militaires françaises à l'étranger.

Les analyses faites par la presse concernant le

budget 2016 de la France peuvent se résumer par ce que dit le site web d'Europe 1 : « les députés ont approuvé les crédits de la défense pour 2016, en hausse de 3,7 %, en mettant en œuvre une actualisation de la loi de programme militaire pour 2015 et 2019 » et citant le ministre de la défense Le Drian « depuis 2009 il n'y avait pas un budget de la défense aussi sanctuarisé et sans ressources exceptionnelles.

L'absence de ressources exceptionnelles signifie que des rentrées aléatoires (vente de bâtiments etc.) ont été remplacées par des crédits budgétaires sécurisés. Par ailleurs l'ensemble des médias soulignent que la mission défense est la grande bénéficiaire du budget 2016. Au lieu de la suppression de 7500 emplois il est prévu le recrutement de 2300 militaires qui iront essentiellement au renforcement de la force Sentinelle (10 000 militaires dans les villes et quartiers). Par ailleurs cette actualisation de la loi de programmation militaire doit permettre d'insuffler 3,5 milliards de plus de crédits dans la loi de programmation militaire 2015 à 2019.

Il faut aussi souligner la tricherie dénoncée par la cour des comptes que constitue l'évaluation des crédits consacrés aux opérations extérieures (OPEX) qui n'apparaissent pas dans le budget car elles sont financées en puisant dans la réserve interministérielle constituée de crédits prélevés sur les autres ministères pour faire face à des dépenses imprévues. En 2015 les OPEX se sont élevées à 1,115 milliards d'euros (Syrie, Mali, RCA) alors que les députés leur avaient alloué 450 millions (Primes, dépenses de carburant ou d'alimentation...), soit un surcoût de 665 millions d'euros qui est en fait une recette cachée au profit de la mission défense.

Par ailleurs, Il faut replacer le traitement hyper favorable du budget de la défense dans



le cadre d'un budget de l'État qui prévoit 16 milliards d'économies qui touchent directement les besoins sociaux et qui sont réparties comme suit -5,1 milliards pour les dépenses de l'État, -3,5 milliards de subventions aux collectivités locales, -7,4 milliards pour les dépenses liées à la sécurité sociale et à la santé.

Si les budgets de la culture et de l'enseignement scolaire connaissent une légère augmentation l'aide publique au développement connaît une diminution de 170 millions d'euros alors qu'à New York le Président et la République avait prévu de passer à 4 milliards soit presque un doublement, mais c'est prévu pour 2020...! Ce sujet qui fait polémique actuellement à l'Assemblée Nationale est particulièrement choquant puisque la France ne consacre que 0,36 de son PNB à l'aide publique au développement c'est-à-dire la moitié de l'objectif fixé par les Nations Unies.

Le budget consacré à la mission écologie et développement durable, qui est lui aussi un axe essentiel du programme pour une culture de la paix diminue de 100 millions d'euros.

Pour ce qui concerne la structure du budget militaire on peut dire que le nucléaire militaire a été sanctuarisé puisque tous les grands programmes de modernisation qui sont en fait des programmes de violation du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) continuent (programme M 51, crédits d'études en vue du renouvellement de la flotte de sous-marins nucléaires, essais nucléaires en laboratoire, etc.), lancement d'études pour le renouvellement du missile ASMP-A, mise en place de la nouvelle TNO (tête nucléaire océanique). Un général estime d'ailleurs que le nucléaire militaire pourrait atteindre 30 % des dépenses militaires dans les prochaines années compte tenu des programmes de modernisation des armes atomiques en cours. Pour l'instant on est à 3,5 milliards minimum par an.

Une politique en faveur d'une culture de la paix et de la non-violence aurait pourtant nécessité bien d'autres mesures comme le renforcement du réseau diplomatique de la France à l'étranger qui connaît de nombreuses suppressions de postes, des actions partenariales avec l'Unesco et les Nations unies pour le développement d'une culture de la paix, le doublement de l'aide au développement, des programmes ambitieux pour l'éducation populaire à la culture de la paix, mais aussi la mise en cause de la domination d'un certain nombre de grands groupes économiques et financiers dans les relations entre l'union européenne et l'Afrique afin de



lutter pour une exploitation équitable des richesses naturelles etc.

Pratiquer une politique digne de ce nom en matière de paix nécessite de disposer de ressources supplémentaires. Or la fraude fiscale que le programme des Nations unies pour une culture de la paix appelle à combattre est évaluée pour la France à 60 ou 80 milliards d'euros. Par ailleurs l'impôt sur les sociétés est passé de 52 milliards à 32 milliards, enfin l'existence de 5 millions de personnes privées d'emploi en France et de 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté prive l'État de ressources budgétaires de nature à permettre des politiques audacieuses en matière de promotion d'une culture de la paix.

En fait l'analyse du budget montre que notre pays ne donne pas la priorité aux politiques de prévention des conflits à travers des orientations politiques revalorisant l'action diplomatique, assurant la promotion de nouvelles relations économiques au plan mondial, permettant de réduire significativement les inégalités de développement entre les peuples et les États mais aussi favorisant les échanges culturels entre les peuples.

Le gel de tous les programmes de modernisation des armes nucléaires aurait permis de réaliser des économies en faveur des besoins sociaux (10 milliards minimum sur 6 ans) et aurait constitué un geste politique significatif au plan international. Malheureusement alors qu'il est clair que l'insécurité croissante du monde d'aujourd'hui résulte pour une grande part des politiques de militarisation et de guerre (en particulier celles qui ont été conduites illégalement au Moyen-Orient -Irak Libye-) la France ne tire

aucun enseignement de l'échec de ces aventures militaires et guerrières qui conduisent à mettre en cause la paix mondiale.

Le budget de la défense a été voté par le PS et les radicaux de gauche et rejeté par le Front de Gauche et par les Républicains pour des raisons très différentes alors que les écologistes et l'UDI se sont abstenus.

Les débats et certaines prises de position individuelles montrent la nécessité de poursuivre le dialogue entre les O.N.G. et les partis politiques tout en accroissant la pression de l'opinion publique pour un budget au service de la paix et de la promotion d'une culture de la paix.

Mais avec 31,73 milliards d'euros de crédits de paiement pour les dépenses militaires (hors pensions) et 0,62 milliards d'euros pour la jeunesse, le sport et la vie associative, le budget 2016 n'est vraiment pas un budget pour une culture de la paix.

Roland Nivet